

Essai d'analyse de la problématique de diversification des exportations hors hydrocarbure : cas de l'Algérie

Pr. CHIHA Khemici*

TIGHARSI EL HOUARI**

Résumé : Dans une situation caractérisée par une nette domination des hydrocarbures sur les exportations algériennes. La diversification des exportations hors hydrocarbures est devenue l'un des objectifs prioritaires pour la stratégie de développement économique de l'Algérie. Dans cet article, nous allons mettre l'accent sur la situation des exportations hors hydrocarbures qui s'avère très marginalisée dans une économie reposant sur la rente pétrolière. Nous tenterons également d'appréhender les causes et les contraintes qui ont contribué à la marginalisation de ce type d'exportation malgré les dispositifs d'encouragement mis en œuvre par les pouvoirs publics durant ces deux dernières décennies.

Mots clés : diversification économique, exportation hors hydrocarbures, promotion des exportations, IDE.

مستخلص: في ظل الوضع الراهن المتميز بهيمنة المحروقات على الصادرات الجزائرية. أصبح تنويع الصادرات خارج المحروقات احد الأهداف الأساسية للإستراتيجية الاقتصادية في الجزائر. سوف نركز في هذه المقالة على وضعية الصادرات خارج المحروقات التي تعد مهمشة جدا. كما نعمل على اظهار الأسباب و القيود التي ساهمت في ضعف هذا النوع من الصادرات رغم المجهودات المبذولة من السلطات العمومية

الكلمات المفتاحية: التنويع الاقتصادي،

الصادرات خارج المحروقات، ترقية

الصادرات، الاستثمار الاجنبي المباشر

Introduction

L'Algérie, après 50 années d'indépendance n'a pas pu sortir de la sphère de financement de son économie par la rente pétrolière. Cela dit, l'économie algérienne demeure dépendante de façon importante des hydrocarbures: outre sa contribution directe à la formation du PIB, le secteur des hydrocarbures représente 95% des recettes d'exportation et 60% des recettes de l'Etat via la fiscalité pétrolière.

En d'autres termes, l'Algérie, est généralement assimilée à un pays rentier par excellence, qui a évolué sensiblement depuis son indépendance par

* Professeur à l'université d'Alger 3.

** Maître de conférences classe « B », université d'Alger 3.

l'assujettissement à la rente pétrolière. Le fort pourcentage des recettes des hydrocarbures dans les ressources d'exportation est un indicateur révélateur de l'importance des recettes pétrolières dans le financement de l'économie. De même, ces recettes sont le principal instrument d'intervention de l'Etat dans tous les domaines. Ceci s'explique par l'importance de la fiscalité pétrolière dans la formation des recettes budgétaires. Les exportations des hydrocarbures occupent, la part du lion dans les exportations algériennes, soit plus de 95% du volume global des exportations. Elles continuent à représenter l'essentiel des recettes en devise, même en cas de chute des prix du pétrole.

Malgré les plusieurs tentatives de réformes engagées tant organiques que financières, l'économie algérienne reste toujours dépendante d'une seule ressource d'approvisionnement en liquidité, les hydrocarbures. Ceci s'explique par l'absence d'une économie créatrice de richesses hors hydrocarbures qui demeurent toujours très faibles.

Ce constat nous amène à dire que malgré les possibilités offertes pour la diversification économique, les exportations hors hydrocarbures restent toujours très marginalisées.

Les recettes hors hydrocarbures ne représentent que 3%. Même dans ces 3%, la majeure partie provient des produits dérivés, tels les produits agroalimentaires, et le reste sont les produits industriels manufacturés.

La question qui se pose est la suivante : pourquoi les exportations hors hydrocarbures restent toujours très marginalisées et loin des objectifs prévus?

La réponse à cette question nous amène à évoquer dans un premier temps la place qu'occupe le secteur des hydrocarbures dans le financement de l'économie nationale, puis les contraintes dont se trouvent confronté les exportations hors hydrocarbures, en fin, les solutions envisageables pour remédier à cette situation.

I. Revue de littérature

Nous allons voir la littérature de la diversification économique à travers deux approches ; l'une traditionnelle, l'autre empirique :

1- Approche traditionnelle

La diversification économique est une stratégie de développement mise en œuvre par des entreprises qui souhaitent prendre position sur de nouveaux marchés pour à la fois développer leur chiffre d'affaire, mais aussi, pour diminuer le risque de volatilité de leurs résultats associés à des activités concentrées.

Elle est souvent difficile à réussir, dans la mesure où elle implique de gérer de nouveaux produits, de nouveaux clients et des marchés différents.

L'exportation est l'action de diffuser à l'étranger des idées, une mode ou des produits. La notion d'exportation ne réside pas dans le fait d'expédier mais elle doit correspondre à la sécurité alimentaire et doit relever du pouvoir d'achat et de la correction de la balance commerciale d'une manière concomitante.

Selon **J-C. Barthelemy**, une économie est dite diversifiée si sa structure productive est dispersée en un grand nombre d'activités différentes les unes aux autres par nature de biens et services produits. A cet effet, il est nécessaire de mettre de plus en plus l'accent sur la question de la diversification dans le débat économique et sur la nécessité de réorienter les politiques commerciales et industrielles.

A cet effet, on peut dire que la diversification permet de diminuer les instabilités macroéconomiques d'une part, et de stabiliser les revenus issus des exportations sur le long terme d'autre part.

2- Approche empirique

La question de la diversification n'est pas récente dans la littérature économique. Elle a été au centre des premiers travaux sur le développement économique. Les travaux de **B. F. Massel (1970)** sur la diversification ont montré qu'elle joue un rôle essentiel dans la maîtrise des aléas de la conjoncture et particulièrement des fluctuations des cours de matières premières pour les pays surtout en développement.

La théorie des avantages comparatifs stipule que l'allocation optimale des ressources est celle dans laquelle chaque nation se spécialise sur ce qu'elle sait le mieux faire. Ceci devrait donc en principe réduire la diversification. On constate néanmoins que les pays développés, et des pays en développement très ouverts sont très diversifiés.

Les travaux sur la diversification ont mis l'accent sur une série d'éléments considérés comme essentiels dans le renforcement des tissus productifs des pays en développement. Certains éléments sont liés à la capacité d'investissement ou d'accumulation des pays. La première génération des travaux sur la diversification a également été à l'origine d'un important débat sur les priorités sectorielles. En effet, si certains défendaient l'idée d'une croissance équilibrée, d'autres plus nombreux mettaient l'accent sur le caractère structurant de certains secteurs qui peuvent jouer un rôle d'entraînement sur le reste de l'économie. C'est cela qu'a essayé de développer **A. O. Hirschman**, Parallèlement à l'accumulation du capital et aux politiques sectorielles, les premiers travaux sur la diversification ont également insisté sur le rôle de l'industrie. En effet, selon **A. Gerschenkron** (*Economic backwardness in historical perspective*), un consensus a été établi autour du développement industriel et de sa place tant dans la transformation des économies traditionnelles que dans la modernisation des structures productives des pays en développement.

Selon Al-Marhubi , la diversification des exportations se présente comme l'une des variables explicatives dans l'analyse du recul de la croissance économique et le recours au taux de concentration comme méthode de diversification s'est avéré une fois de plus utile pour l'examen de cette relation.

La diversification des exportations est définie comme étant « la méthode qui consiste à modifier la physionomie des Exportations »¹. Aussi, l'étude tente de faire une analyse globale de la situation des pays de l'Afrique quant à la place qu'elle occupe dans le rang de la mondialisation et de son effort pour la diversification de ses exportations. Sa critique a donc abouti à la conclusion selon laquelle ces sont très en marge dans les échanges mondiaux. Il ne peut d'ailleurs en être autrement car les pays africains ont une croissance économique très faible et fragile et donc que ces progrès

¹ Définition donnée par le CAPC qui est un projet de la Commission Economique pour l'Afrique, soutenu financièrement par le Fonds Canadien pour l'Afrique, dans sa 36^{ème} publication

sont insuffisants pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire et que les exportations restent toujours très peu diversifiées.

3- Différents types de diversification

La diversification peut être appréhendée à travers quatre catégories :

La première catégorie concerne **les pays à faible diversification économique**. Ces pays sont généralement ceux disposant d'une rente pétrolière importante, et affichent une croissance moyenne ou faible (cas de l'Algérie);

La deuxième catégorie s'applique **aux pays qui ont entamé le processus de diversification mais sans faire de progrès notables**. Là aussi, la principale source de croissance est l'accumulation des facteurs plutôt que la productivité totale des facteurs ;

La troisième catégorie de diversification se retrouve dans **les pays dont le processus de diversification est bien avancé**. Les pays qui ont enregistré des gains précoces en matière de diversification avant de tendre vers la spécialisation dans un nombre réduit de produits relèvent du quatrième type de diversification.

Le quatrième type de diversification peut caractériser **les pays en conflit ou sortant d'un conflit**.

II – Caractère rentier du financement de l'économie

L'analyse de la structure de l'économie algérienne démontre une forte dépendance à la rente pétrolière. Cette équation est facile à appréhender lorsque l'on constate que cette économie est plus rentière qu'elle n'est productive et performante. L'économie algérienne est une économie à faibles performances dont les finances dépendent essentiellement des recettes d'hydrocarbures. Les projets, les plans, les prévisions, le financement du budget, les décisions, les importations et même l'alimentation et les médicaments sont financés avec les ressources des hydrocarbures. Tout événement qui ébranlerait la demande internationale ou engendrerait une faiblesse durable des prix du pétrole se traduirait par un fort amenuisement des gains à l'exportation et aurait des conséquences dramatiques sur l'économie algérienne..

Le secteur des hydrocarbures est par excellence le pilier de l'économie algérienne (l'Algérie possède environ 1 % des réserves mondiales de pétrole et 3 % de gaz). Il représente à lui seul près de la moitié du PIB. Son apport au PIB en 2008 a atteint près de 50 % et sa contribution en valeur ajoutée avoisinait les 77 milliards de dollars².

L'aisance financière que connaît l'Algérie aujourd'hui est exclusivement l'œuvre de ce secteur. Elle est strictement liée à deux facteurs essentiels : l'envolée des cours des hydrocarbures et l'augmentation des volumes d'exportations depuis 2002. Les hydrocarbures représentent la majorité des exportations de biens et de marchandises. Elles restent la source principale des ressources en devises. 77,246 milliards de dollars des 79,139 milliards de dollars des exportations de marchandises proviennent des hydrocarbures, soit plus de 97,6 % de la valeur des exportations en 2008³.

Selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, les réserves de change ont atteint 148.9 milliards de dollars à fin juillet 2009, elles s'étaient établis à 143.1 milliards à fin décembre 2008, soit une augmentation de 1.2 milliards de dollars en l'intervalle de 6 mois, 162.2 milliards de dollars fin 2010, soit une augmentation de 7 milliards de dollars par rapport à la fin 2009 et 173.9 milliards de dollars à fin juin 2011. ce stock de change équivaut à plus de trois années d'importations de biens et services. Le secteur des hydrocarbures représente la quasi-moitié du PIB et trois quarts des revenus fiscaux. Quant à la dette de l'Algérie, elle devrait continuer à diminuer pour atteindre moins de 5% du PIB.

En effet, l'augmentation des prix du pétrole ces dernières années, a permis au pays de bénéficier d'une marge de sécurité financière contribuant au lancement d'un programme d'investissement gigantesque et ambitieux, sans faire appel au financement extérieur.

Sur le plan économique, ces capacités financières ont permis le lancement d'un programme ambitieux en matière d'investissement. Cette aisance financière constitue une opportunité réelle pour l'Algérie afin de tracer une stratégie d'investissement productif dans les secteurs jugés prioritaires

² Annuaire statistiques du Centre national de l'informatique et des statistiques douanières en Algérie.

³ Le comportement des principaux indicateurs macroéconomiques et financiers en 2008, direction générale des prévisions et des politiques du ministère des Finances, mai 2009.

(industrie, agriculture, tourisme) qui seront l'une des perspectives pour encourager les exportations hors hydrocarbures.

Selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, les réserves de change ont atteint 144.3 milliards de dollars à fin juillet 2009, elles s'étaient établis à 143.1 milliards à fin décembre 2008, soit une augmentation de 1.2 milliards de dollars en l'intervalle de 6 mois, 155 milliards de dollars fin 2010, soit une augmentation de 7 milliards de dollars par rapport à la fin 2009, 173.9 milliards de dollars à fin juin 2011 et plus de 200 milliards à la fin 2013.

En effet, la chute des cours du pétrole constitue un risque important pour les équilibres macroéconomiques du pays. On notera cependant qu'au moyen de ses règles budgétaires, et d'une gestion prudente de ses réserves de change (à 188 Mds USD en fin 2014), le cumul des ressources financières enregistré depuis le début des années 2000, va permettre de faire face, au moins à court terme, au retournement actuel de la conjoncture pétrolière sur les marchés mondiaux, et de se donner le temps d'une diversification en profondeur de son économie d'une part, et de mettre en place une politique sérieuse en matière d'investissements directs étrangers d'autre part.

III. Situation du commerce extérieur algérien

Le commerce extérieur algérien a connu durant la période (2005-2010) l'évolution suivante :

Tableau n°1 : Evolution du commerce extérieur (période : 2005-2012)

Unité : millions USD

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1- Exportations hors hydrocarbures	1 099	1 158	1 332	1 937	1 066	1 526	2 062	2 062
2. Exportations /hydrocarbures	43 937	53 456	58 831	77 361	44 128	55 527	71 427	69 804
3. Total des exportations	45 036	54 613	60 163	79 298	45 194	57 053	73 489	71 866
4. Rapport : 1/3	2.50 %	2.12 %	2.21%	2.44%	2.35%	2.67%	2.80%	2.86%
5. rapport : 2/3	97.50%	97.88%	97.80%	97.56 %	97.65%	97.33%	97.20%	97.14%
6. Importations	20 048	21 456	27 631	39 479	39 294	40 473	47 047	47 290
7. Rapport : 6/3	44.51%	39.28%	45.92%	49.78%	86.94%	70.93%	64.01%	65.80%
8. Rapport : 1/6	5.48 %	5.39 %	4.82%	4.90%	2.71%	3.77%	4.38%	4.36%

Source: CNIS (Centre National sur l'Information Statistiques des Douanes)

Le tableau ci-dessus fait apparaître que les exportations hors hydrocarbures sont nettement marginalisées comparativement aux exportations totales (moins de 3 %). Cette situation explique clairement les fortes dominances des exportations des hydrocarbures (+ 97%) dans la structure de financement de l'économie algérienne. Les importations sont financées à raison de 4.47% (en moyenne) par les exportations hors hydrocarbures. Comment les pouvoirs publics auraient pu faire face à une demande aussi importante des inputs (biens alimentaires – matières premières,...) en l'absence de cette rente pétrolière ?

La réponse à cette question laisse beaucoup d'interrogations !

Concernant les exportations hors hydrocarbures, elles ont progressé à 770 millions de dollars au premier semestre 2011 contre 530 millions de dollars durant la même période de 2010.

Selon les statistiques des services des douanes et du ministère de commerce, les exportations hors hydrocarbures reste modestes et loin des objectifs tracés. Elles n'arrivent pas à franchir le seuil de 4% des exportations totales durant la période 2000-2009. En plus, ces exportations restent toujours sous forme de produits dérivés du pétrole et du gaz. Le tableau suivant montre l'évolution des EHH.

1. Les exportations hors hydrocarbures en Algérie (EHH)

1.1. Dispositifs d'aide et de facilitation des EHH

Aujourd'hui, il est impérativement de tracer une stratégie visant à changer l'architecture de l'économie nationale aussi bien au niveau de son fonctionnement qu'au niveau de son insertion dans l'économie internationale.

Pour y faire face, des mesures d'encouragement des EHH ont été mises en place. Parmi ces mesures, on trouve :

- La création du fonds spécial pour la promotion des exportations (1996), à travers la mise en œuvre de deux rubriques de soutien aux exportateurs⁴;
- création de l'agence de promotion des exportations (PROMEX) qui est un instrument permettant l'application de la politique de promotion des exportations. Suite aux résultats mitigés enregistrés, cette agence a été transformée en 2004 en agence de promotion du commerce extérieur (ALGEX) ;
- création de la compagnie d'assurance et de garantie des exportations (1996) afin de constituer un appui supplémentaire aux exportations ;
- le couloir vert qui constitue une facilitation accordée depuis septembre 2006 à l'exportation de dattes ;
- conclusion des accords préférentiels⁵ afin d'encourager les EHH ;
- organisation des foires internationales : il s'agit de la programmation des participations de l'Algérie à des foires internationales au niveau des pays ciblés ;
- le démarrage du projet Optimexport portant sur le renforcement des capacités d'exportation des PME algériennes⁶; ce programme a été clôturé en décembre 2010;

L'Agence française de développement (AFD) et le partenaire français homologue d'Algex, Ubifrance, qui doit nous assister dans une opération de mise à niveau et de positionnement sur le plan international. Notre objectif est que nos entreprises algériennes soient constamment confrontées à la concurrence étrangère. Cela est valable même pour Algex, qui doit être au même niveau que ses homologues étrangers pour donner des prestations de qualité identique.

⁴ Il s'agit de la prise en charge d'une partie des frais de transport de marchandises exportées, et la prise en charge d'une partie des frais de transport des échantillons, de location et d'aménagement des stands et de frais de publicité à l'occasion des foires internationales.

⁵ Il s'agit de l'accord d'association avec l'Union Européenne (septembre 2005) ; le bénéfice du système généralisé de préférence accordé par les Etats – Unis (2004) ; l'accord bilatéral Algéro- Jordanien (2000).

⁶ Ce projet est financé par un don dans le cadre de la coopération bilatérale avec la France (AFD)

1.2. Structure des EHH

Tableau n° 2 : Évolution des EHH durant la période 2002-2012 Unité :

Unité : milliards USD

Année	2002	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2012
EHH/ET *	3.92	2.48	2.20	2.17	2.21	1.94	2.36	2.18

* Exportations totales

Source : quotidien El khabar du 11-03-2010.

En 2012, les exportations algériennes hors hydrocarbures avaient représenté moins de 3 % du volume global des exportations, soit près de 2,2 milliards de dollars, malgré une augmentation de plus de 6% par rapport à 2011.

Quatre entreprises réalisent 83% de ces exportations. Sonatrach a exporté pour 935 millions de dollars de produits dérivés des hydrocarbures, contre 481 millions de dollars pour Fertial (ammoniac). Somiphost (phosphates) et Cevital (sucre) sont les deux autres exportateurs importants.

Si on exclut Sonatrach et Fertial, le pourcentage des exportations hors hydrocarbures tombe à 1,1%, pour un montant légèrement supérieur à un demi- milliard de dollars. La structure des exportations reste loin des objectifs. En effet, les produits agricoles restent quasiment absents, avec seulement 34 millions de dollars en 2012, dont 25 millions pour les dattes, 6 pour la truffe et 3 pour l'échalote. Cette situation est le résultat de nombreux facteurs. Les entreprises n'ont pas l'habitude d'exporter et ne cherchent pas à le faire, car elles disposent d'un marché intérieur rémunérateur. Ce constat nous amène à confirmer l'absence d'une vision stratégique, d'où absence d'un diagnostic permettant de définir les domaines dans lesquels notre économie présente des performances. Citons par exemple le Maroc qui mise sur plusieurs domaines d'activité stratégique, notamment « le tourisme, l'agriculture, les textiles, etc. », et la Tunisie qui « équilibre à 85% son commerce extérieur avec l'UE » alors que « l'Algérie couvre moins de 5% ». « Nous exportons pour un dollar et importons pour 20 ».

Selon l'ONS, le PIB hors hydrocarbures a évolué de 3,8% en 2000 à 7% en 2007, pour atteindre un pic de 9,6% en 2009, puis 5,7% en 2011 et une moyenne de 5-6% ente 2012-2013.

1.3 Évolution de la croissance hors hydrocarbures

Tableau 3 : volatilité de la croissance en Algérie Unité : %

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance du PIB	4.20	6.90	5.20	5.10	1.80	3.40	5.20	2.40	3.30	3.7	3.6
Croissance hors hydrocarbure	6.00	6.00	6.20	4.70	5.30	6.60	6.60	9.30	5.90	5.3	5.3

Source : BENACHENHOU Abdellatif (2008), "Pour une meilleure croissance", Juin, p. 18 / Rapport sur l'économie algérienne (2012), *Lettre Économique d'Algérie*, N° 10, Juillet/Août.

Le taux de croissance du PIB a été marquée par une chute remarquable, en 2006 (soit 1.8%). Cette baisse est dû à la conjugaison de deux facteurs principaux : le ralentissement de la production physique des hydrocarbures et la non réalisation du taux de croissance prévu dans le secteur des services en raison du recul significatif des importations, qui ont enregistré un taux de croissance de 3 % en 2007 contre 10 % comme prévus.

En Algérie, la croissance hors hydrocarbures reste très faible en raison de l'échec de la politique de diversification de l'économie. S'agissant du taux de croissance, l'économie nationale a enregistré un taux d'accroissement annuel moyen de 1.8 % depuis le lancement du Programme de Soutien à la Relance Économique (PSRE) en 2001.

Ainsi en matière d'investissement, l'Algérie a certes attiré des flux croissants d'IDE ces dernières années, mais le stock reste faible, bien que cette dernière ait fait partie en 2010 des dix premiers pays d'Afrique en termes de réception d'IDE. Cependant, la série de mesures protectionnistes prises par le gouvernement algérien, dont la nouvelle réglementation relative aux IDE imposant une participation majoritaire algérienne de 51%, est un facteur décourageant les IDE. De même, la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle sont des freins à l'investissement. Officiellement, le gouvernement demeure engagé dans la libéralisation

2.3. Causes de l'échec de la diversification des exportations

3.1. Baisse des entreprises exportatrice

La baisse constante du nombre d'entreprises exportatrices des produits hors hydrocarbures reste inquiétante. Leur nombre est passé de 280 dans les années 80 à 40 seulement actuellement (représentent 90% des exportations hors hydrocarbures). Les revenus hors pétrole demeurent très marginaux et peu diversifiés. Le climat des affaires et la fragilisation des entreprises pour affronter la concurrence étrangère sur le marché local sont, entre autres, les raisons qui sont derrière ce recul.

En d'autres termes, l'Algérie ne dispose pas suffisamment d'entreprises exportatrices hors hydrocarbures. En effet, les exportations hors hydrocarbures n'ont pas évolué en structure. C'est toujours les mêmes produits primaires, les produits miniers et de plus en plus les produits dérivés des hydrocarbures. En parallèle, il y a quelques rares produits qui sont apparus. Il y avait également un nombre important d'exportateurs des déchets ferreux et non ferreux, qui réalisait un chiffre officiel de plus de 250 millions de dollars, qui a disparu de la scène en raison de l'interdiction de cette activité. Une autre mesure est venue accentuer cette diminution, l'interdiction de d'exportation des pâtes alimentaires

3.2.. Climat d'IDE non favorable

L'Algérie est, aujourd'hui, contrainte à diversifier son économie afin d'assurer sa pérennité et sa stabilité. Dans ce sens, un nouveau cadre de coopération entre l'Algérie et la Banque mondiale va être mis en place sur la période allant de 2011 à 2014. Cette coopération est dans l'objectif de diversifier l'économie et stimuler la création d'emploi.

L'Algérie est désormais à un tournant dans son développement économique, selon la Banque mondiale. Certes, le pays a réalisé, ces dernières années, d'importants progrès économiques, mais l'économie nationale reste, cependant, excessivement dépendante des hydrocarbures. Elle est également dépendante de la volatilité des prix du baril sur les marchés internationaux.

S'agissant du renforcement de la croissance, il est, notamment, question de soutenir la mise en œuvre de la stratégie du développement agricole et rural, améliorer le climat d'investissement, en particulier pour les PME, et moderniser le secteur financier.

Pratiquement, les flux nets d'IDE ont connu durant la période 2003-2012 des fluctuations remarquables : faibles durant la période 2002-2007 ; acceptable durant la période 2008-2011

Les tableaux suivants montrent l'évolution des flux d'IDE entrants pour la période (2002-2012) et les différents indicateurs de mesure:

Tableau n°4 : Évolution des Flux nets d'IDE entrants Unité : Mrd \$

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Algérie	0.881	1.081	1.795	1.662	2.646	2.761	2.291	2.571	1.484	1.1

Source : www.banquemondiale.org

L'Algérie a enregistré une baisse de 60% des investissements étrangers en 2009 par rapport à l'année 2008. Cette baisse est-elle la conséquence des mesures d'encadrement des investissements directs étrangers prises dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2009 ou est-elle liée à la conjoncture mondiale morose ? En tout cas, le FMI s'est posé la question des effets négatifs de ce recul sur l'attractivité de l'économie algérienne. Quand on regarde l'évolution des IDE en Algérie en 2009 et au début 2011 on observe, dans le secteur hors hydrocarbures et hors secteur financier, une baisse d'environ de 60% en 2009 par rapport à 2008. En 2010, alors que dans beaucoup de pays émergents, on observe une reprise assez importante des flux de capitaux, on n'a pas observé un tel rebond en Algérie.

En général, l'économie algérienne n'attire que peu d'IDE. Sur toute une période allant de 1980 à 2012, leur taux n'a cessé de baisser pour atteindre 0.1% des IDE mondiaux entre 2009 et 2010. Cela s'explique par la faiblesse de l'attractivité du pays mais aussi par le volume des IDE vers les pays développés, mais encore vers les pays émergents.

3.3. Autres raisons

Parmi les autres facteurs contribuant à la fragilisation des EHH, on peut citer entre autres :

- insuffisance de nouveaux investissements et d'entreprises nouvelles ;
- la taille des PME algériennes ne reflète pas la taille réelle des PME au sens du terme . Ces PME ne sont pas dotées ni d'une gestion moderne, ni d'une capacité de pénétration des marchés internationaux ;
- absence d'un climat d'affaires qui encourage le partenariat étranger ;
- l'absence de règles et mécanismes de marché empêchent les entreprises qui existent d'être performantes et compétitives tant sur le plan local qu'international ;
- existence de multiples contraintes empêchant les entreprises privés et publiques à se développer ;
- absence d'une culture ou d'un modèle d'exportation hors hydrocarbures ;
- manque de qualification de certains acteurs qui doivent accompagner l'exportation, notamment , les banques, les intermédiaires, etc.
- manque d'expertise dans les domaines d'exportation

IV. Solutions envisageables

Pour remédier à ce faible niveau des exportations hors hydrocarbures, les pouvoirs publics doivent mettre en exergue une stratégie de développement économique basée sur la valorisation réelle des ressources naturelles hors hydrocarbures du pays, la substitution à l'importation et la diversification de la production nationale ainsi que la promotion des exportations.

En d'autres termes, Il est temps de penser sérieusement au développement des exportations hors hydrocarbures, en développant les secteurs générateurs de ressources pour le budget de l'Etat, notamment, les secteurs de l'agro-alimentaire, le tourisme, l'industrie de transformation, etc.

S'ajoute à cela, le développement des PME sur des bases réelles aussi bien économiques que sociales, et qui fonctionnent selon les normes adoptées par les entreprises mondiales.

A ce titre, les réserves de change dont dispose le pays peuvent être utilisées efficacement pour mener à bien un développement économique créateur de richesses hors secteur des hydrocarbures.

Conclusion

Il existe aujourd'hui suffisamment d'arguments pour justifier le besoin impératif d'agir. Bien sûr, l'Algérie doit s'approprier la problématique concernant les exportations hors hydrocarbures afin d'y apporter une réponse durable. Pour y faire face, la mise en œuvre d'une stratégie d'exportation s'avère nécessaire. Cette stratégie doit passer nécessairement par la création d'un vrai climat d'affaires adapté avec le comportement et les nouvelles données de l'environnement international.

En fin, il reste en fin qu'une voie alternative en matière de diversification explorée le passé par certains pays en développement consistant à favoriser l'émergence d'une économie diversifiée à l'abri de toutes barrières et contraintes.

Bibliographie

Ouvrages

- **A. O. Hirschman** dans son ouvrage intitulé « The strategy of economic development, Yale University Press, New Haven », 1958.
- Claire Maingy, in région et développement, les investissements directs étrangers dans les pays en développement : la diversité des impacts, Editions l'harmattan, 2004.
- Perroux François, L'économie du vingtième siècle, Paris, PUF, 1991.

Rapports

- IMF Country Rapport n° .09/111, Algeria: Statistical Appendix, April 2009
- Rapport de la direction général Le comportement des principaux indicateurs macroéconomiques et financiers en 2008, et des prévisions et des politiques du ministère des Finances, mai 2009.
- Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, Paris, 1991.

- Rapport annuel de l'OCDE 2002.
- Rapport sur l'économie algérienne (2012), *Lettre Economique d'Algérie*, N° 10, Juillet/Août.

Articles et documents

- François Bost : Les investissements directs étrangers, révélateurs de l'attractivité des territoires à l'échelle Mondiale.-N°75-2004.
- Direction de l'intelligence économique, des études et de la prospective, IDE dans le monde, document n°15, août 2010.

Reuves

- **J.C., Barthelemy**, Commerce international et diversification économique, Revue d'Économie politique, 5vol.115, 2005.
- **B.F.Massel**, Export instability and economic structure, American Economic Review, 1970.
- **A. Gerschenkron** , Economic backwardness in historical perspective, Belknap, Cambridge, 1962.
- **Al.Marhubi, F.** Export diversification and growth, An empirical investigation, applied economics Letters, 2000.

Site web

- www.banquemondiale.org.